

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES
(CCAP)**

Marché public de prestations intellectuelles

Prestataire ..SOCOTEC.....

N° ..23.2032.....

PSYCHIATRIE

Transfert vers le site de l'Hôpital Jean-Minjoz

Lot 2 : COORDINATION SECURITE PROTECTION SANTE (CSPS)

PROCEDURE ADAPTEE

La procédure est passée en application des dispositions de l'ordonnance n° 2018-74 du 26 novembre 2018 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

Procédure adaptée : article L. 2123-1 de l'ordonnance et articles R.2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du décret suscité

CHU DE BESANCON
DPIMS – Département Travaux
3 Boulevard Alexandre Fleming
25030 BESANCON CEDEX
Tél : 03.81.21.80.77
Email : ntp@chu-besancon.fr

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE	3
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	3
2.1 Pièces particulières	3
2.2 Pièces générales.....	3
ARTICLE 3 – DECOMPOSITION EN TRANCHES	3
ARTICLE 4 – DESIGNATION DU COORDONNATEUR.....	3
ARTICLE 5 – DUREE des INTERVENTIONS	3
ARTICLE 6 – PRIX ET MODALITE DE REGLEMENT	4
6.1 – Prix.....	4
6.2 – Variation dans les prix	4
6.3 – Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	5
6.4 – Avance	5
6.5 – Cautionnement – Retenue de garantie	5
6.6 – Facturation	5
6.7 – Paiement	6
ARTICLE 7 – OPERATIONS DE VERIFICATIONS et ACHEVEMENT DE LA PRESTATION	7
ARTICLE 8 – PENALITES POUR RETARD	7
8.1 – Retard pour exécution	7
8.2 – Pénalité pour absence aux réunions	8
ARTICLE 9 – CONTROLES DE QUALITE DU SERVICE.....	8
ARTICLE 10 – DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE	8
ARTICLE 11 – CONFIDENTIALITE	8
ARTICLE 12 – MODALITES DE REMPLACEMENT DU PERSONNEL AFFECTE A L’EXECUTION DE LA MISSION	9
12.1 – Remplacement à l’initiative du titulaire	9
12.2 – Remplacement à l’initiative du maître d’ouvrage	9
ARTICLE 13 – OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE.....	9
ARTICLE 14 – MARCHES COMPLEMENTAIRES ET/OU DE PRESTATIONS SIMILAIRES	9
ARTICLE 15 – RESILIATION DU MARCHE.....	10
ARTICLE 16 – ARRET DE L’EXECUTION DES INTERVENTIONS.....	10
ARTICLE 17 – ASSURANCES OBLIGATOIRES ET CONTRACTUELLES	10
ARTICLE 18 – NANTISSEMENT ET CESSIION DE CREANCES	10
ARTICLE 19 – DEROGATIONS	10

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée en application des dispositions de l'ordonnance n° 2018-74 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et du Décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Il porte sur une mission de coordination sécurité et protection de la santé pour l'opération « Psychiatrie Transfert vers le site de l'Hôpital Jean-Minjoz ».

La mission sera de niveau 1.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les documents contractuels le régissant sont dans l'ordre décroissant de priorité :

2.1 Pièces particulières

- L'Acte d'Engagement (AE) et son annexe, dûment paraphé, daté et signé par le titulaire, dont l'original est conservé par le pouvoir adjudicateur y compris la mise au point (formulaire type OUV 11)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire
- La note méthodologique remise dans son offre par le titulaire du présent marché
- CV du titulaire et/ou du suppléant de la mission de CSPA

2.2 Pièces générales

- Le CCAG applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles, publié du JORF du 1^{er} avril 2021.

L'ensemble de ces pièces constitutives est classé par ordre de priorité décroissante. En cas de contradiction entre pièces constitutives, cet ordre servira à déterminer la clause qui s'impose aux parties. En cas de contradiction à l'intérieur d'une pièce constitutive, il sera recherché la volonté des parties.

ARTICLE 3 – DECOMPOSITION EN TRANCHES

Sans objet

ARTICLE 4 – DESIGNATION DU COORDONNATEUR

Dès la notification du présent marché, le coordonnateur SPS qualifié sera désigné pour signer les documents relatifs à sa mission, prévus au cours de l'exécution du marché. Le changement de coordonnateur SPS qualifié doit être effectué dans les conditions décrites à l'article 13 du présent CCAP.

Le changement de suppléant se fera suivant les mêmes dispositions que celle décrites ci-dessus.

ARTICLE 5 – DUREE des INTERVENTIONS

Les interventions du coordonnateur CSPA s'achèvent à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement telle que défini à l'article 44 du cahier des charges administratives générales applicables aux marchés publics de travaux.

ARTICLE 6 – PRIX ET MODALITE DE REGLEMENT

6.1 – Prix

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global et forfaitaire.

Ce prix comprend toutes les prestations et interventions nécessaires jusqu'à l'achèvement de la mission.

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenant autre que la maîtrise de l'ouvrage au titre de la présente opération.

Rémunération complémentaire pour prolongation du délai d'exécution :

Au cas où la durée des travaux se trouverait augmentée pour une raison indépendante du titulaire, celui-ci aurait droit à être indemnisé du fait de cette augmentation sur présentation d'un rapport justificatif détaillé des prestations supplémentaires effectuées, en liaison avec l'allongement des délais.

Le cas échéant, cette rémunération complémentaire s'appliquera à chacune des sous-phases de cette phase. L'augmentation sera égale à la rémunération de base de chacune des sous-phases divisée par le nombre de mois du délai prévu pour chaque sous-phase aux plannings contractuels initiaux et ceci par mois de prolongation.

Cette rémunération complémentaire fera l'objet d'un avenant au marché initial.

6.2 – Variation dans les prix

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global et forfaitaire.

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées ainsi qu'il suit :

- Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » (m_0)
- L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index ingénierie « I » (base 100 en janvier 1973) publié au Bulletin Officiel du ministère en charge de l'équipement et au Moniteur des travaux publics.

Le coefficient de révision c_n applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule :

$$c_n = 0,125 + 0,875 \times (I_{n-6} / I_{0-6})$$

avec : I_{0-6} = valeur de l'index du mois d'établissement des prix moins 6 mois

I_{n-6} = valeur de l'index du mois de l'établissement de l'acompte par le titulaire moins 6 mois

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue lors du mandatement, le maître d'ouvrage procède au règlement provisoire sur la base de la valeur du dernier coefficient publié de la révision.

Le maître d'ouvrage procède à la révision définitive en fin de marché, ou en fin de chaque année si l'exécution du marché s'échelonne sur plusieurs années.

Pour les éléments de mission pour lesquels un délai d'exécution est fixé dans le présent marché, la valeur finale de l'index est appréciée au plus tard à la date contractuelle de réalisation ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

6.3 – Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

6.4 – Avance

☐ aucune avance n'est versée au titulaire (marché < 50 000€ HT)

Ou

☐ une avance est versée au titulaire en application des articles R. 2191-3 à R. 2191-10 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Le titulaire peut refuser le versement de cette avance en le précisant dans l'acte d'engagement.

Son montant est égal à 5% du montant initial du marché (en prix de base) si le délai N d'exécution du marché exprimé en mois n'excède pas douze mois.

Son montant est déterminé par la formule suivante si le délai N d'exécution du marché dépasse douze mois :

$$\text{Avance} = 0,05 \times 12/N$$

Le délai global de paiement commence à courir à compter de cette avance, intervient dans un délai d'un mois à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution du marché.

Le remboursement de cette avance commence lorsque le montant cumulé des demandes d'acomptes présentées par le titulaire atteint ou dépasse 65% du montant initial hors TVA du marché. Ce remboursement doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80% du montant initial TVA du marché. Son montant ne sera ni révisé, ni actualisé.

Conformément à l'article R 2191-15 du code de la commande publique (CCP), dans le cas de la conclusion d'un marché complémentaire ou similaire, la même procédure sera adoptée pour le versement de l'avance.

6.5 – Cautionnement – Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de cautionnement, ni de retenue de garantie.

6.6 – Facturation

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° la date d'émission de la facture,
- 2° la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- 3° le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries,

- 4° en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro de bon de commande ou dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable du CHU de Besançon,
- 5° le code d'identification du service en charge du paiement,
- 6° la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou travaux,
- 7° la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés,
- 8° le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire,
- 9° le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
- 10° le cas échéant, les modalités particulières de règlement,
- 11° le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectuées exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, le CHU de Besançon peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Identifiant Chorus

Etablissement	Siret	Code Service	Libellé Service
CHU de Besançon	262 501 760 00264	Travaux	DPIMS Département travaux et sécurité

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisées).

Le délai global de paiement des acomptes et du solde est de 50 jours à compter de la date certaine de la réception du décompte ou de la facture.

6.7 – Paiement

Le délai global de paiement des acomptes et du solde est de 50 jours à compter de la date certaine de la réception du décompte ou de la facture.

Tout document ne correspondant pas au niveau de définition attendu sera réputé non reçu.

Le règlement des sommes dues au titulaire du marché fait l'objet d'acomptes basés sur l'avancement des différents postes indiqués dans la DPGF.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées dans le décret modifié N° 2002-232 du 21 février 2002 (JO du 22/02/02) relatives à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics.

Le taux des intérêts moratoires prévu au II de l'article 5 du décret précité est égal au taux d'intérêts de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne

à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

ARTICLE 7 – OPERATIONS DE VERIFICATIONS et ACHEVEMENT DE LA PRESTATION

Les prestations, objet du présent marché, sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations contractuelles.

Ces opérations de vérifications sont effectuées par le CHU au terme de chacune des phases, dans l'ordre chronologique et dans les conditions des articles 28 et 29 du CCAG/PI.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie, sur demande du titulaire, par le maître d'ouvrage dans les conditions de l'article 29 du CCAG-PI et constatant qu'il a rempli toutes ses obligations.

ARTICLE 8 – PENALITES POUR RETARD

Le coordonnateur SPS devra s'attacher à ne pas retarder le déroulement de l'opération en intervenant le plus en amont possible. A défaut de les obtenir spontanément, il mettra les intervenants en demeure de lui fournir les renseignements qui lui sont nécessaires pour réaliser sa mission en fonction du calendrier de la conception, fixé à la maîtrise d'œuvre et du calendrier de la réalisation fixé aux entreprises, calendriers qu'il est réputé connaître et avoir en temps opportun intégrés dans son plan général de coordination.

8.1 – Retard pour exécution

Il devra en particulier respecter les délais indiqués pour les tâches repères répertoriées dans le tableau ci-après, à défaut d'autres délais précisés au présent CCAP. A défaut, une pénalité de 1/500 du forfait total de rémunération avec un minimum de 100€ HT pourra lui être appliquée par jour calendaire de retard et pour chacune des tâches de retard.

TACHES REPEREES	DELAIS
Avis sur les documents d'études (AVP/PRO/DCE)	Au plus tard 7 jours après la remise du document
Première élaboration P.G.C. avec toutes "sujétions" pour chaque corps d'état	Au plus tard 15 jours avant la publicité pour la consultation d'appel à la concurrence des entreprises
Vérification des dispositions prises par la maîtrise d'œuvre pour l'exécution des VRD initiaux	Au plus tard 15 jours avant la publicité pour la consultation d'appel à la concurrence des entreprises
Ouverture du Registre Journal de la coordination	Au plus tard, un mois après notification du marché du coordonnateur
Première constitution du Dossier d'Intervention ultérieure	Avant la fin de la phase Avant-Projet convenue avec le maître d'œuvre
Rédaction du projet de règlement pour le Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail	15 jours avant le lancement de la consultation des entreprises
Constitution du CISSCT si la catégorie de l'opération impose un tel collège	Au plus tard 21 jours avant le début des travaux
Consignation, sur le Registre Journal des comptes rendus des inspections communes avec chaque entreprise	Préalablement à l'intervention de chaque entreprise
Application des dispositions nécessaires pour que le chantier ne soit accessible qu'aux personnes autorisées	Avant le début des travaux (phase préparation)

TACHES REPEREES	DELAIS
Vérification de la prise en compte des dispositions concernant sa mission sur les plans d'exécution établis par les entreprises	8 jours après leur réception
Tenue de la première réunion du CISSCT et des suivantes.	Dès que deux entreprises sont présentes effectivement sur le chantier, puis une fois au moins tous les trois mois.
Adoption du règlement du CISSCT	Dans le mois qui suit la première réunion du CISSCT
Envoi des copies des procès-verbaux des réunions du CISSCT, aux destinataires cités à l'article R 238-56	Dans le mois suivant la réunion du CISSCT
Communiquer les noms et adresses des entrepreneurs contractants, si P.G.C., à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir (R 238-28)	Dès la notification des marchés
Leur adresser obligatoirement, les PPSPS des entrepreneurs charges du gros œuvre ou du lot principal et des travaux présentant des risques particuliers	Dès la notification des marchés ou dans les 15 jours de la réception de ces documents
Recueil et harmonisation des PPSPS	Dans les 30 jours à compter de la remise par les entreprises de l'ensemble des P.P.S.P.S. puis au fur et à mesure de leur mise à jour.
Transmissions du dossier de fin de travaux et du Dossier d'Intervention définitif au maître d'ouvrage	Au plus tard à la réception de l'ouvrage

8.2 – Pénalité pour absence aux réunions

Pour toute absence en réunion d'étude ou de chantier, le maître d'ouvrage pourra appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 100€ HT.

ARTICLE 9 – CONTROLES DE QUALITE DU SERVICE

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'effectuer ou de faire effectuer des contrôles sur la qualité des prestations fournies par le titulaire.

Les différents contrôles et mesures, matérialisés notamment par des constats ou des rapports effectués par le maître d'ouvrage ou par un tiers à sa demande, sont opposables au titulaire.

ARTICLE 10 – DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE

Les droits respectifs de l'acheteur et du titulaire s'appliqueront conformément au chapitre 6 du CCAG – PI.

ARTICLE 11 – CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu conventionnellement au secret professionnel le plus absolu sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter les dispositions par son personnel, et celui de ses cotraitants et sous-traitants éventuels.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils confiés par le maître d'ouvrage.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts du maître d'ouvrage, s'engage à ce que toutes les informations et savoir-faire transmis par ce dernier ne pourront être ni utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et de quelque

manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de la maîtrise d'ouvrage. La méconnaissance de cette obligation obligerait le titulaire à en courir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir faire ou toute technique relatifs à l'activité de la maîtrise d'ouvrage qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soin que s'il s'agissait de données relative à ses propres affaires.

ARTICLE 12 – MODALITES DE REMPLACEMENT DU PERSONNEL AFFECTE A L'EXECUTION DE LA MISSION

12.1 – Remplacement à l'initiative du titulaire

Le titulaire ne peut remplacer la ou le(s) personne(s) physique(s) chargée(s) de l'exécution de la présente mission qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle(s) ci qui n'est pas du fait du titulaire.

Le changement de personne devra être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur. La nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le maître d'ouvrage dans les conditions prévues à l'article 3.4.3 du CCAG/PI.

Le CV transmis devra être conforme aux prescriptions de l'article 4 du règlement de consultation.

La personne remplacée, ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus à la personne désignée pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au maître d'ouvrage. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 8 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage.

12.2 – Remplacement à l'initiative du maître d'ouvrage

Dans les cas suivant :

- Insuffisance avérée de la personne sur l'un des domaines de compétences fondamentaux du coordonnateur SPS
- Comportement incompatible avec l'organisation d'une coordination efficace de l'ensemble des intervenants.

Le maître d'ouvrage pourra demander au titulaire le remplacement de la personne déficiente. Le titulaire devra proposer un remplaçant dans un délai de 15 jours à compter de la notification de la demande. Le remplaçant proposé sera soumis à l'approbation du maître d'ouvrage dans les conditions prévues à l'article 3.4.3 du CCAG/PI.

ARTICLE 13 – OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations de la mission conformément aux normes, décrets et textes en vigueur à la date de réalisation de leur étude.

Avant tout commencement d'exécution du marché, le titulaire doit avoir souscrit toutes les assurances décrites à l'article 19 du présent CCAP.

Il est interdit au titulaire du présent marché de céder ou sous-traiter tout ou partie de la prestation en cours d'exécution sans y avoir été expressément autorisé par décision de la maîtrise d'ouvrage.

ARTICLE 14 – MARCHES COMPLEMENTAIRES ET/OU DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Réalisation de prestations similaires : en application de l'article R 2122-7 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure ultérieurement un ou plusieurs nouveaux marchés publics, ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, avec le titulaire du présent marché public. Ces nouveaux marchés publics doivent être conclus dans les 3 ans à compter de la notification du marché public initial.

ARTICLE 15 – RESILIATION DU MARCHÉ

La maîtrise d'ouvrage peut résilier de plein droit selon les modalités prévues au chapitre 7 du CCAG/PI.

Le non-respect des clauses définies à l'article 16 du présent CCAP peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le refus ou l'impossibilité pour le titulaire de se soumettre à cette injonction peut entraîner la résiliation du marché.

En outre, la réalisation aux torts du titulaire pourra intervenir lorsque les renseignements fournis, concernant les attestations sur l'honneur et les renseignements exigés aux articles L2141-1 à L2141-5 de l'ordonnance n° 2018-74 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et R 2143-6 à R 2143-10 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

ARTICLE 16 – ARRET DE L'EXECUTION DES INTERVENTIONS

En application de l'article 22 du CCAG-PI, l'Acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du marché, à l'issue de chaque partie technique ou éléments de mission définis ci-après :

- à l'issue de l'établissement de l'APS,
- à l'issue de l'établissement de l'APD,
- à l'issue de l'établissement du PRO
- à l'issue de la consultation des entreprises.

ARTICLE 17 – ASSURANCES OBLIGATOIRES ET CONTRACTUELLES

Le titulaire est tenu de souscrire avant la notification du marché, une police d'assurance de responsabilité générale et professionnelle nominative à l'opération couvrant toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître d'ouvrage, à propos de tous dommages corporels, matériels et immatériels pouvant survenir tant pendant la période de construction qu'après l'achèvement des travaux.

Les garanties devront être en adéquation avec l'opération.

En cas de couverture insuffisante, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part du titulaire la souscription d'une couverture conforme.

ARTICLE 18 – NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCES

Le nantissement ou la cession de créances afférentes au présent marché pourra être effectué dans les formes fixées aux articles R. 2191-46 à R. 2191-53 du Décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

ARTICLE 19 – DEROGATIONS

L'article 8 du présent CCAP déroge à l'article 14 (pénalité) du CCAG-PI.

Fait à Besançon, le 1^{er} mars 2023

Lu et approuvé,
Le Coordonnateur SPS
(cachet et signature)


SOCOTEC Construction
834 157 513 RCS Versailles
Agence Construction & Immobilier Besançon
Parc d'Activités La Fayette - 4 Rue du Colonel Maun - 25000 Besançon
Tél : 03 81 41 15 00
construction.besancon@socotec.com